

La voix de l'opposition de gauche

Le 12 novembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

Cette causerie ayant été terminée en milieu d'après-midi samedi, je l'ai datée du 12, demain on fera relâche

Que vous soyez riche ou pauvre...

De l'eau pulvérisée sur New Delhi pour lutter contre la pollution - Reuters

Les autorités indiennes vont pulvériser de l'eau sur New Delhi, une mesure sans précédent pour tenter de lutter contre le nuage toxique qui recouvre depuis quatre jours la capitale indienne.

Des camions de pompiers seront mobilisés pour cette opération, a précisé un responsable du ministère de l'Environnement. Un autre fonctionnaire de ce ministère a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, que des canons à eau - d'ordinaire utilisés par la police contre des émeutiers - seraient également utilisés.

Le niveau actuel de concentration de particules fines PM2,5 (dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres) a été mesuré par l'ambassade des Etats-Unis à 523 vendredi matin alors que la limite pour un air de "bonne" qualité est fixée à 50. La situation devrait encore se détériorer au cours du week-end.

"La pulvérisation d'eau est le seul moyen de réduire ces dangereux niveaux de pollution", explique Shruti Bhardwaj, une responsable de l'environnement chargée de la surveillance de la qualité de l'air.

L'eau sera pulvérisée d'une hauteur de 100 mètres sur l'agglomération de 22 millions d'habitants, a-t-elle précisé.

Le nuage de pollution a également des conséquences au Pakistan. L'épais smog qui enveloppe depuis deux semaines la ville de Lahore, dans l'est du pays, a conduit à l'annulation ou au report de dizaines de vol et provoqué quelque 250 accidents de la route pour cause de faible visibilité, selon les secours.

Plus de 15.000 personnes ont dû être hospitalisées pour des affections liées à la pollution, a précisé Faisal Zahoor, directeur général des services sanitaires de la province du Punjab.

Les particules PM2,5 sont à peu près trente fois plus fines qu'un cheveu humain.

Elles peuvent être inhalées profondément et provoquer attaques cardiaques, cancers et maladies respiratoires. Reuters 10 novembre 2017

Xénophobie et propagande de guerre de l'OTAN.

Grille de lecture.

Emmanuel - C'est quand même incroyable, ils se permettent tout ces putains de ruskofs !

Brigitte - Qu'est-ce qu'ils ont encore fait ceux-là ?

E. - Voilà qu'ils nous polluent avec leurs saloperies de centrales nucléaires.

B. - T'en es sûr, tu as bien lu ?

Emmanuel - Ben ouais, c'est un institut spécialisé dans le nucléaire qui l'a dit, un truc qui dépend du gouvernement.

B. - Et toi tu le crois ?

E. - Pourquoi pas, c'est sérieux, merde.

B. - Montre-moi ton article.

E. - Tiens mémé.

B. - T'as pas tout lu, t'es très con comme d'habitude, à la fin le gouvernement a dit avoir testé des champignons qui venaient de là bas qui ne contenaient pas un taux de radioactivité anormal, banane, c'était encore du pipeau.

E. - Mais alors pourquoi ils racontent toutes ces conneries ?

B. - Pour que tu restes aussi con, t'as pas encore compris ?

E. - Ah ben je n'y avais pas pensé mais je commence à piger.

B. - Il serait tant, parce que avec leurs conneries tu vas finir par faire des cauchemars de Poutine, en attendant tu seras privé de chocolat ce soir, cela t'apprendra, na !

- Un accident nucléaire russe à l'origine d'une pollution radioactive en France? - Le Huffington Post

- La mystérieuse pollution radioactive détectée en Europe vient-elle de Russie ? - francetvinfo.fr

Une énigmatique pollution radioactive détectée dans l'air en France et dans d'autres pays d'Europe par plusieurs réseaux européens de surveillance de la radioactivité dans l'atmosphère, à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre. D'où provenait ce ruthénium 106 ? L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) français a mené son enquête. Sa conclusion, dévoilée dans une note de synthèse jeudi 9 novembre, pointe en direction de la Russie.

(LVOG - Je vous passe le blablabla du reste de l'article et passons à sa conclusion après avoir semé un doute sur la Russie sans intention d'y nuire cela va de soi ou d'entretenir la xénophobie.)

"Les niveaux de concentration dans l'air en ruthénium 106 qui ont été relevés en Europe et a fortiori en France sont sans conséquence tant pour la santé humaine que pour l'environnement", assure l'IRSN.

Le gouvernement précise de son côté avoir, par précaution, réalisé des "contrôles par sondage sur les champignons importés des pays concernés, qui n'ont révélé aucune contamination à ce jour". Les champignons sont en effet un aliment particulièrement à risque. francetvinfo.fr

En complément. La grande évasion.

- Yoann Barbereau ou la drôle d'évasion de Russie - Liberation.fr

Fantasmes jupitériens suivis d'infos sur le Yémen et le Liban

- "En Arabie Saoudite, Emmanuel Macron se présente en tant que médiateur" - Franceinfo

Comme s'il faisait le poids entre les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui s'affrontent...

- Proche-Orient : Macron ménage Riyad avant sa visite en Iran - Franceinfo

Il penche pour le clan le plus guerrier, le plus barbare, celui d'Obama et Clinton, Soros, etc.

- Entre l'Iran et l'Arabie saoudite, les prémices d'une guerre ouverte - Franceinfo

Ils prennent leurs désirs pour la réalité à France Info, au ministère de la désinformation...

- Yémen: la coalition dirigée par Ryad bombarde le ministère de la Défense à Sanaa - AFP

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite a mené vendredi soir deux raids aériens contre le ministère de la Défense à Sanaa, capitale du Yémen en guerre contrôlée par les rebelles, ont rapporté des témoins. AFP

Bombardement légitimé par Macron...

- Pour le Hezbollah, le Premier ministre libanais est "détenu" par Ryad - AFP

Le chef du Hezbollah a accusé vendredi l'Arabie saoudite de "détenir" le Premier ministre libanais démissionnaire et d'avoir demandé à Israël, l'ennemi juré du mouvement chiite, de frapper le Liban.

La démission choc de Saad Hariri, annoncée le 4 novembre à Ryad, a pris de court la classe politique au Liban où l'on s'interroge sur la liberté de mouvement du chef du gouvernement.

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson a mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration". Le secrétaire général de l'ONU a lui fait part de sa "grande inquiétude".

Car l'affaire a très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite, important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah.

Les deux poids lourds du Moyen-Orient s'affrontent déjà sur plusieurs dossiers régionaux, notamment les guerres au Yémen et en Syrie.

Le président libanais Michel Aoun n'a toujours pas accepté la démission de M. Hariri, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Mais le retour au Liban du Premier ministre se fait toujours attendre.

La France, par la voix d'un porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, a souhaité que Saad Hariri "dispose de toute sa liberté de mouvement et soit pleinement en mesure de jouer le rôle essentiel qui est le sien au Liban".

M. Hariri "est détenu en Arabie saoudite, on lui interdit jusqu'à ce moment de rentrer au Liban", a lancé vendredi le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, lors d'une allocution télévisée.

"Il est assigné à résidence", a-t-il assuré, réclamant à Ryad de le "libérer".

Le chef du mouvement chiite libanais a une nouvelle fois affirmé que M. Hariri, qui a aussi la nationalité saoudienne, avait été "obligé" par les Saoudiens de présenter sa démission et de "lire un texte écrit par eux".

Dans son allocution, Hassan Nasrallah a par ailleurs nommément accusé Ryad d'avoir demandé à Israël d'effectuer une opération militaire contre le Liban. "Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est inciter Israël à frapper le Liban", a-t-il dit.

"Nous sommes aujourd'hui plus forts", a-t-il ajouté mettant Israël en garde "contre un mauvais calcul (stratégique)".

Vendredi, le président Aoun a lui aussi exprimé son "inquiétude" quant au sort de M. Hariri, assurant lors d'une rencontre avec le chargé d'affaires saoudien à Beyrouth que la manière dont s'est produite sa démission était "inacceptable".

Depuis plusieurs jours, Michel Aoun multiplie les contacts diplomatiques pour trouver une issue à la crise.

Des chancelleries occidentales ont lancé des appels au calme, craignant que la situation ne dégénère au Liban.

Pour Paris, "la situation libanaise est le sujet le plus préoccupant du moment", a souligné le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

"On pense que (Saad Hariri) est libre de ses mouvements", a-t-il ajouté. Son homologue américain Rex Tillerson a affirmé n'avoir "aucune indication" selon laquelle M. Hariri serait retenu contre son gré par Ryad.

De son côté, le chef de l'ONU Antonio Guterres a assuré multiplier les "contacts" pour éviter une "escalade aux conséquences tragiques".

Le ministre libanais de l'Intérieur Nouhad Machnouk a par ailleurs annoncé vendredi qu'un ressortissant saoudien avait été enlevé au Liban, précisant qu'il s'agissait d'une "affaire personnelle, qui n'a aucun lien, ni de près ni de loin, avec la politique". AFP 11 novembre 2017

LFI. Insoumis un jour, soumis pour toujours !

- Raquel Garrido sur le point de quitter La France insoumise - lepoint.fr

Raquel Garrido s'apprête à dire adieu à La France insoumise. Selon les informations du Parisien et du Figaro, confirmant les révélations vendredi d'un journaliste de BFM TV, l'ancienne porte-parole de Jean-Luc Mélenchon pendant la dernière campagne présidentielle devrait annoncer son retrait du mouvement politique dimanche, lors de la diffusion de l'émission Terriens du dimanche ! sur la chaîne C8. Chaîne pour laquelle elle est devenue chroniqueuse, une activité qui la conduit aujourd'hui à devoir faire un choix entre la politique et le monde des médias. lepoint.fr 11.11

Ces gens-là sont des charlatans qui sont prêts à vendre leurs convictions au plus offrant. A vous vendre, à trahir leurs engagements qui finalement se réduisent à leur tube digestif, à vomir!

Libération, ONG et la CPI = même combat au service des intérêts de l'Empire (la "communauté internationale"). La preuve.

- **Enquête surprise de la CPI au Burundi - Liberation.fr**

«C'est vraiment une très bonne nouvelle.» Jeudi soir, l'opposant Pierre-Claver Mbonimpa joint au téléphone à Bruxelles ne cachait pas sa joie après l'annonce le jour même de l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes contre l'humanité commis au Burundi à partir d'avril 2015.

Inlassable militant des droits de l'homme, récompensé par de multiples prix, Mbonimpa avait dû quitter le Burundi en 2015 pour s'installer en Belgique, d'où il apprendra l'assassinat de son gendre et son fils à Bujumbura, la capitale, peu après son départ. Aujourd'hui, il fait partie d'un collectif de familles de victimes qui s'est battu pour pousser la CPI à ouvrir une enquête sur les exactions massives perpétrées dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs depuis plus de deux ans.

Et les preuves ne manquent pas : la plupart des organisations des droits de l'homme ont publié depuis 2015 des rapports accablants sur la dérive criminelle du régime de l'inamovible président, Pierre Nkurunziza. Dernier en date, le rapport publié en juillet par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) évoquait «un pays au bord du gouffre» et dénonçait «les dynamiques répressives d'un régime obsédé par la conservation du pouvoir».

La CPI est une machine lourde, souvent critiquée pour sa lenteur, sans aucun pouvoir coercitif, et parfois accusée de partialité. Surfant sur la colère et la défiance exprimées par de nombreux dirigeants africains contre la cour installée à La Haye, le régime de Nkurunziza a eu beau jeu d'agiter l'accusation de «la justice des Blancs» pour justifier le retrait de son pays de la CPI, devenu effectif le 27 octobre.

Sauf que jeudi, coup de théâtre : le bureau du procureur a annoncé avoir obtenu «dès le 25 octobre», soit deux jours avant le retrait effectif, l'autorisation d'ouvrir une enquête sur les crimes commis au Burundi. Cette autorisation a été «exceptionnellement» tenue secrète, a expliqué la procureure de la CPI, Fatou Bensouda. «Afin de protéger l'intégrité de l'enquête et la vie des témoins et des victimes», a-t-elle précisé. Liberation.fr 10 novembre 2017

- Le Burundi refusera de coopérer à l'enquête de la CPI - Reuters

Les autorités du Burundi ont annoncé vendredi qu'elles refuseraient de coopérer à l'enquête approuvée jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) sur la situation dans ce pays de la région des Grands lacs.

La CPI souhaite par cette enquête établir si des crimes relevant de sa compétence ont été commis par des membres des forces gouvernementales ou des groupes armés liés au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, entre avril 2015 et octobre de cette année.

"Le gouvernement rejette cette décision (d'enquêter) et réaffirme sa détermination claire et nette à ne pas y coopérer", a déclaré la ministre de la Justice burundaise, Aimee Laurentine Kanyana.

Il sera difficile à la procureure de la CPI Fatou Bensouda de réunir des éléments sans la coopération du gouvernement burundais, qui, en octobre, a été le premier à se retirer de la CPI, qui voit son soutien s'étioler en Afrique.

Le Burundi traverse une crise politique depuis que le président Nkurunziza a annoncé en 2015 qu'il solliciterait un troisième mandat. Il a été réélu cette même année malgré les protestations de l'opposition qui estimait qu'il avait ainsi violé la constitution et en dépit des protestations de la communauté internationale. Reuters 11 novembre 2017

Je ne connais pas précisément la situation au Burundi, mais en lisant que "la communauté internationale", autrement dit les puissances occidentales alignées sur les Etats-Unis s'en prennent au président Nkurunziza, je suis porté à penser qu'il a dû résister à leur diktat et qu'ils cherchent à le déstabiliser par tous les moyens au profit de Pierre-Claver Mbonimpa, un candidat plus docile planqué à Bruxelles. Cela dit j'ignore tout de la manière dont gouverne Nkurunziza et je ne m'avancerai pas davantage.

Ils osent tout. Du LuxLeaks au Paradise Papers en passant par l'EuroLeaks, le gangstérisme financier, c'est "une situation mondiale".

On aurait pu titrer : Au nom du "père", du fils et du saint esprit de la Commission européenne, amen... le fric !

- Premier ministre du Luxembourg : "Tout le monde doit payer des impôts" - euronews

En marge du Web Summit 2017 à Lisbonne, l'une des plus grandes conférences tech en Europe, nous avons interviewé le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel. En pleine révélation des Paradise Papers, il insiste sur la légalité des pratiques qui sont mises en cause, mais appelle ses homologues internationaux à "discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt".

Stefan Grobe, euronews :

"Evoquons l'actualité qui a été dominée cette semaine par les révélations des Paradise Papers. Vous ont-elles surpris ? Quelle est votre réaction ?"

Xavier Bettel :

"Non. Je l'ai dit depuis le départ, à savoir que l'harmonisation fiscale était quelque chose qui est important pour le Grand-Duché du Luxembourg. [ndlr : Il ne s'agit pas d'aller vers] une harmonisation qui ferait que tout le monde devrait avoir le même taux, mais on doit éviter qu'un principe de non-double imposition veuille dire pas d'imposition.

Aujourd'hui, mon pays n'est plus le même qu'il y a quelques années. Il n'est plus sur aucune liste noire, grise, que ce soit au niveau de l'OCDE, etc. Donc, le Grand-Duché du Luxembourg pense qu'aujourd'hui, on doit se mettre autour d'une table pour discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt.

Quand il y a eu les LuxLeaks, tout le monde a dit : "Ah, le Luxembourg !" Et puis on a découvert que cela existait dans toute l'Europe et que c'était un EuroLeaks et maintenant, on voit que c'est une situation mondiale avec des 'rulings' – une légalité qui est quand même là -, mais on doit aussi avoir une moralité qui doit permettre de dire qu'on ne peut pas ne pas payer d'impôts."

Stefan Grobe :

"C'était un traumatisme national, les révélations des LuxLeaks..."

Bettel :

"Non."

Stefan Grobe :

"Comment les gens ont-ils vécu cette période ?"

Xavier Bettel :

"C'était légal. D'un côté, il y a ce qui est légal et de l'autre, [quand on regarde la société dans son ensemble], comment voulez-vous expliquer que quelqu'un qui fait des milliards de bénéfices ne

paie pas d'impôts et celui qui a un petit commerce par exemple paie des impôts normalement ? Donc, on doit trouver une régulation qui permette et qui oblige tout le monde à payer l'impôt.”

Stefan Grobe :

“C'est vrai : le Luxembourg a modifié ses règles fiscales l'année dernière afin d'interdire certains montages fiscaux abusifs utilisés par des multinationales présentes dans votre pays. En même temps, on a l'impression que le Luxembourg freine toujours à Bruxelles.”

Bettel :

“On ne freine pas du tout... Il faut qu'on réfléchisse deux secondes. Aujourd'hui, est-ce que le marché est un marché uniquement européen ou un marché mondial ? Et surtout quand vous parlez du digital – on est ici au Web Summit – , est-ce qu'il est dans l'intérêt de l'Europe que nous taxions les entreprises au niveau européen plus que les Etats-Unis ou l'Asie ? Donc, je pense qu'il est important qu'on trouve une législation au niveau de l'OCDE où les Etats-Unis, où les autres pays autour de l'Europe participent à une fiscalité qui soit commune.”

Stefan Grobe :

“Quelle est votre relation avec Jean-Claude Juncker ?”

Xavier Bettel :

“Très bonne. Deux Luxembourgeois au Conseil européen, ce n'est pas tous les jours que cela arrive. A l'époque, c'était avec Jacques Santer et avec Jean-Claude Juncker aujourd'hui. Mais il n'est plus le Luxembourgeois, aujourd'hui, c'est l'Européen qui est là, c'est le père de la Commission européenne.” euronews 11.11

En complément. Ils osent tout... avec zèle !

- Evasion fiscale: Moscovici cible Malte et l'île de Man - Reuters

C'est Charlie ! A défaut d'autocensure, comment ils liquident la liberté d'expression.

- Afrique-Asie, c'est fini ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch23-10-2017

Le numéro de septembre 2017 d'Afrique-Asie est le dernier. Le mensuel vient de déposer le bilan et ne paraîtra plus. Quelle tristesse de voir ainsi ce titre historique disparaître ! Dans la presse française, Afrique-Asie était une institution. Lancé en 1969 par Simon Malley, Africasia est devenu Afrique-Asie en 1972. Suite à des difficultés financières, la diffusion s'interrompt de juillet 1987 à octobre 1989. A l'époque, Le Monde place Afrique-Asie « au premier rang de la presse tiers-mondiste de langue française ». Effectivement, le titre s'inscrit dans la filiation de la conférence de Bandung (1955), à la convergence du non-alignement, de la Tricontinentale et des mouvements de décolonisation africains et asiatiques.

Militant à la plume acérée, Simon Malley n'a pas que des amis. Il est momentanément expulsé de France en 1980, accusé de nuire, par ses propos, « aux intérêts de la France dans des Etats ayant avec elle des relations diplomatiques normales », selon les propos du ministre de l'Intérieur de l'époque Christian Bonnet, en réponse à une question à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, Simon Malley peut revenir et poursuivre l'aventure éditoriale d'Afrique-Asie.

En décembre 2005, le journal dépose le bilan, ciblé depuis des années par un contrôle fiscal politique. Simon Malley portera plainte contre l'administration fiscale, contestant auprès du Tribunal administratif les conclusions de cette enquête à charge qui aboutira à la liquidation de la société Afriasia qui exploitait le titre. Le tribunal lui donnera raison, mais à titre posthume puisque le fondateur historique du titre est décédé le 7 septembre 2006, un an après avoir été contraint de déposer le bilan.

Majed Nehmé – rédacteur en chef d'Afrique-Asie depuis dix-sept ans – prend, avec quelques anciens du journal, l'initiative de relancer le titre qui sera exploité par une nouvelle société, la SARL-Afriam. Progressiste franco-syrien, ce grand connaisseur du monde arabe – intellectuel tous terrains -, améliore la qualité éditoriale, l'expertise, le réseau des correspondants et des collaborateurs. Afrique-Asie est régulièrement diffusé dans une cinquantaine de pays. Parallèlement à la version papier, il est possible de consulter le magazine en ligne, augmenté par des papiers et reportages qu'on ne lit nul par ailleurs.

En effet – sous la direction de Majed Nehmé – la qualité et la spécificité du titre ne cessent de s'améliorer, tranchant singulièrement avec la descente aux enfers de la presse parisienne mainstream. Pour les habituels « chiens de garde », une telle liberté est insupportable : Afrique-Asie, qui est régulièrement cité et repris par la presse internationale, mais systématiquement exclu et censuré par la plupart des revues de presse dans l'Hexagone, notamment par celle de Radio France Internationale (RFI), radio publique censée être spécialisée en affaires africaines... Sans parler de madame Ockrent-Kouchner et de ses étranges Affaires étrangères sur France-Culture...

Dans tous les cas de figures, les rédactions parisiennes ont toujours préféré Jeune Afrique et ses publi-reportages politiquement corrects à la liberté de ton et la profondeur des informations et enquêtes d'Afrique-Asie. A cela s'ajoutent, bien-sûr, les difficultés structurelles actuelles de la presse écrite – baisse des annonceurs, coût de la distribution et diffusion, etc. – et la multiplication de sous-produits numériques dédiés à l'Afrique, sans que l'on puisse voir toujours clairement les financements comme les intentions de ces « experts » du moment.

Mais le coup de grâce est venu de celui-là même qui interpellait Christian Bonnet sur la liberté de la presse française dans les années 1980 ! De bonne source, on sait que la lecture d'Afrique-Asie donnait des boutons au distingué normalien qui fut le chef de notre diplomatie de 2012 à 2016 avant d'aller pantoufler à la présidence du Conseil constitutionnel. Depuis le début de la crise syrienne (mars 2011), les papiers d'Afrique-Asie ont eu le don de faire grimper Laurent Fabius aux rideaux du Quai d'Orsay. En 2014, un contrôle fiscal zélé (on n'ose dire politique !) s'abat à bras raccourcis sur Afrique-Asie. Voilà donc un titre résolument internationaliste, déconstruisant avec intelligence les crises internationales, prônant les valeurs de laïcité, de lutte contre le communautarisme et les confessionnalismes religieux, déchiqueté par les petites mains de Bercy.

L'auteur de ces lignes croise un jour Pierre Moscovici, qui venait de quitter Bercy pour rejoindre la Commission européenne, et l'alerte sur ce contrôle fiscal. Le baron socialiste prend son air le plus concerné avant de demander la communication du dossier sur son email personnel. Trois mois plus tard, la réponse mérite citation : « Bercy est souverain de ces choix en matière de contrôle fiscal. » Rien de plus normal, mais on peut toujours se demander pourquoi Médiapart, Libération ou L'Express n'ont pas goûté les délices d'une telle souveraineté. (Question déplacée pour ne pas dire débile ! - LVOG)

Voilà donc une douzaine de chômeurs de plus dans le secteur déjà sinistré de la presse et un titre prestigieux qui va – probablement – renaître dans un pays voisin... C'est d'une grande tristesse, surtout lorsque l'on connaît Majed Nehmé, l'un des hommes les plus délicieux, courtois et profonds de la corporation journalistique française, laquelle, pendant ce temps, continue dans sa majorité de s'abîmer dans l'opportunisme, l'ignorance et le carriérisme.

Et à la tristesse s'ajoute la colère, parce que la disparition d'Afrique-Asie pourrait bien être le symptôme du retour de la censure au soi-disant pays des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Evidemment, lorsqu'on explique ça dans les dîners en ville, on vous regarde avec des yeux ronds d'incrédulité, sinon d'indignation, parce que les « chiens de garde » de la grande presse veillent au grain tous les jours que Dieu fait et que les Français sont très mal informés de l'évolution de leurs médias.

Donc Afrique-Asie n'est plus ! Vive Afrique-Asie, qui renaîtra un jour, d'une manière ou d'une autre, parce qu'on ne peut décidément pas laisser le champ libre aux désinformateurs. Bonne lecture, donc ! Et à la semaine prochaine, parce que nous écrivons et publions depuis la ville de Jean-Jacques Rousseau. (prochetmoyen-orient.ch/afrique-asie-c-est-fini)

Que les ordures Fabius et Moscovici soient à l'origine de la liquidation de cette revue est dans l'ordre des choses. Les illusions finissent toujours par se payer un jour, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde. Et puis gare à ceux qui n'ont pas suivi l'évolution de la situation économique et politique...

ACTUALITE EN TITRES

Dans le même registre que Garrido.

- Catalogne: la présidente du parlement et Puigdemont ont saisi la CEDH - L'Express.fr

Carme Forcadell et le président destitué de Catalogne ont déposé une requête contre le gouvernement espagnol auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. L'Express.fr 11.10

Quand l'Etat se défonce, ce n'est pas pour votre bien, dans le cas contraire cela se saurait depuis longtemps.

- Au Canada, la légalisation du cannabis pourrait rapporter 680 millions d'euros par an à l'Etat - LeParisien.fr

La légalisation du cannabis, prévue le 1er juillet 2018 au Canada, pourrait rapporter jusqu'à un milliard de dollars canadiens (680 millions d'euros) dans les caisses de l'Etat. LeParisien.fr

C'est grave docteur, pardon monsieur le procureur, il m'a "pincé les fesses". Internez-le ou fusillez-le !

- La joueuse de foot Hope Solo accuse Sepp Blatter d'agression sexuelle - Franceinfo

- La footballeuse Hope Solo accuse Sepp Blatter de lui avoir "pincé les fesses" - L'Express.fr

La gardienne de but américaine accuse l'ancien patron de la Fifa de l'avoir agressée sexuellement lors de la cérémonie du Ballon d'or en 2013. L'Express.fr

On aurait tellement de choses à reprocher aux uns et aux autres, ils ont ou ils ont eu dans le passé tellement d'idées et de comportement condamnable selon le niveau de conscience de chacun, qu'il faudrait juger et condamner, haïr la terre entière, c'est leur but.

J'estime en toute modestie avoir atteint un niveau de conscience que n'atteindra sans doute jamais plus de 90% de la population mondiale, et je vis avec une femme illettrée qui compte sur ses

doigts, qui est très ignorante, inconsciente, inculte, superstitieuse, bref, qui cumule toutes les tares du genre humain selon certains, des gens qui n'hésiteraient pas à dire d'elle qu'elle est idiote, très conne, et pourtant j'éprouve un profond respect envers elle, parce qu'elle possède des qualités exceptionnelles, du courage et de la volonté à revendre, elle est honnêteté et déborde de tendresse, elle ne se met jamais en colère et elle éprouve de la sympathie même envers ceux qui ne le méritent pas, par exemple sa patronne italienne qui la tyrannise, elle lui pardonne, elle la comprend et la plaint, c'est pour dire à quel point elle est bonne et généreuse cette brave femme, elle partage toujours le peu qu'elle a quitte à en manquer, c'est exceptionnellement rare, n'est-ce pas ?

Elle est évidemment bourrée de préjugés archaïques qu'on lui a foutus dans la tête, qui osera lui reprocher, qui osera la juger ? La plupart des gens dit évolués ou cultivés n'ont pas véritablement développé un niveau de conscience par eux-mêmes, ils agissent par mimétisme tout au long de leur misérable existence, ce sont juste des primates qui possèdent des facultés innées que leurs cousins n'ont pas et dont ils se servent inconsciemment, donc mal, et partant de là ils se permettent de juger les autres à partir de leurs propres critères qui ne valent pas grand chose si on en juge parce qu'ils ont fait de leur existence ou l'état de la société dans la quelle ils vivent et qui est à leur image, ils feraient de commencer par y réfléchir.

Ceux qui traitent les autres de cons, devraient toujours se dire qu'ils sont eux-mêmes les cons de quelqu'un de plus évolués qu'eux, cela devrait rabaisser leur caquet ou les inviter à faire preuve de modestie.